

Le traitement médiatique belge du conflit syrien : entre information et propagande de guerre

Auteur : Wenkin, Laurent

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication économique et sociale

Année académique : 2018-2019

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/7639>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Pourquoi la riposte des Etats-Unis tarde à survenir



La Libre Belgique* - 14 avr. 2018
Page 16

* La Libre Belgique édition nationale, La Libre Belgique Liège, La Libre Belgique Hainaut, La Libre Belgique Brabant Wallon, La Libre Belgique Bruxelles

Eclairage Vincent Braun Vendredi, près d'une semaine après l'attaque chimique de Douma, les Etats-Unis et leurs alliés s'affairaient toujours à évaluer la réponse à donner à ce qui est largement vu comme le franchissement d'une "ligne rouge". Comme l'a résumé jeudi tard dans la soirée le porte-parole du 10 Downing ...

Eclairage Vincent Braun

Vendredi, près d'une semaine après l'attaque chimique de Douma, les Etats-Unis et leurs alliés s'affairaient toujours à évaluer la réponse à donner à ce qui est largement vu comme le franchissement d'une "ligne rouge". Comme l'a résumé jeudi tard dans la soirée le porte-parole du 10 Downing Street après l'entretien entre la cheffe du gouvernement britannique, Theresa May, et le président américain, Donald Trump, il est "vital de ne pas laisser l'usage des armes chimiques sans réponse et nécessaire de prévenir un nouvel usage de ces armes par le régime Assad". Une déclaration qui laisse entendre, d'une part, qu'il y aura bien une riposte armée et, d'autre part, que celle-ci pourrait prendre pour cibles toutes les installations impliquées dans ce genre d'attaque, militaires mais aussi industrielles.

L'attaque chimique de Khan Cheikhoun, l'an dernier à la même époque, avait donné lieu à moins de tergiversations. Les Etats-Unis avaient, pour la première fois, organisé une riposte militaire en tirant des missiles deux jours plus tard sur la base d'où étaient partis les avions syriens responsables du bombardement chimique du 4 avril.

Ce qui amène à poser deux questions centrales, à savoir : quelles sont les cibles considérées par les stratèges américains et pour quelles raisons observe-t-on ces attermoissements depuis les déclarations belliqueuses de Donald Trump ?

1 Quelles pourraient être les cibles d'une riposte militaire américaine ?

Des bombardements américains pourraient prendre pour cibles non seulement des installations militaires, comme des bases, des centres de recherche ou des aéroports, mais aussi des structures industrielles. L'objectif d'une telle riposte, au-delà de sa stricte dimension "punitif", est aussi d'empêcher le régime syrien de récidiver en clouant ses avions au sol et en coupant l'approvisionnement en produits chimiques, tel le chlore, un agent toxique dont les effets ont été maintes fois constatés ces dernières semaines par les secouristes dans la Ghouta orientale.

Des symboles du pouvoir pourraient aussi faire partie des cibles, mais "il n'est pas sûr même que les Russes acceptent la moindre frappe symbolique sans riposter", souligne le géopolitologue Fabrice Balanche, chercheur au Hoover Institute. "Cela pourrait être le palais présidentiel : abattre le symbole du pouvoir à défaut du pouvoir lui-même" puisque Assad n'y réside pas.

2 Pourquoi la riposte militaire évoquée très vite par Washington tarde-t-elle ?

Tout était parti très vite puisque, dès le lendemain de l'attaque du 7 avril, Donald Trump avait promis que Damas payerait le "prix fort". Dans la foulée, Moscou avait mis en garde Washington contre les "lourdes conséquences" qu'aurait une riposte militaire. Deux jours plus tard, l'ambassadeur russe au Liban, Aleksander Zasytkin, enfonçait le clou en avertissant qu' "en cas de frappe américaine, les missiles seront abattus de même que les sources d'où ils ont été tirés". La dernière partie de cette déclaration a forcément dû faire réfléchir le président américain.

"Trump vient de réaliser que les Russes riposteront", confirme Fabrice Balanche. "Aujourd'hui le contexte est différent. Cette fois, les Russes considèrent que l'attaque chimique dans la Ghouta n'est qu'un prétexte pour détruire les capacités militaires syriennes et ralentir ou bloquer la victoire. Voir une tentative de réengagement américain. Il faut donc s'y opposer car c'est leur crédibilité en tant que protecteur de la Syrie, et plus généralement de futurs clients dans le monde, qui est en jeu."

Il est probable que l'option d'une riposte de plus grande ampleur soit privilégiée, ce qui nécessite plus de préparation et plus de moyens. Et ce qui demande aussi d'étudier les possibilités de faire face à une contre-riposte russe, qui semble bel et bien inéluctable.

Un observateur avisé du Moyen-Orient estimait aussi, sous couvert de l'anonymat, que les Etats-Unis devaient sans doute moins craindre le feu de la Russie que certains de ses alliés : "Un bombardement sur une frégate française ne va pas provoquer une guerre mondiale."

L'avertissement lancé vendredi par Vladimir Poutine à Emmanuel Macron contre "tout acte irréfléchi et dangereux" qui pourrait avoir des "conséquences imprévisibles", semble d'ailleurs résonner des risques auxquels s'exposent la France et d'autres alliés de Washington présents dans les parages de la Syrie.